

A man wearing a dark military helmet and a black tactical vest with the word "PRESS" written on it in white capital letters. He is looking down at the vest, adjusting a strap. A woman in a light-colored floral patterned shirt is standing next to him, her hands near his head, possibly adjusting his helmet or equipment. The background is dark and out of focus, suggesting an outdoor or industrial setting at night.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2022

SOMMAIRE

- 3 « UNE GRANDE FIERTÉ », par Pierre Haski**
- 4 « CHANGEMENT D'ÉCHELLE », par Christophe Deloire**
- 5 LES MOMENTS FORTS DE L'ANNÉE 2022**
- 10 2022 EN CHIFFRES**
- 12 2022, UNE ANNÉE BOULEVERSÉE PAR L'INVASION DE L'UKRAINE**
- 14 2022 EN RÉCITS**
- 20 TÉMOIGNAGES : ILS ONT RENCONTRÉ RSF**
- 22 LES GRANDES CAMPAGNES DE RSF**
 - Défendre les héros de la liberté de la presse
 - Libérez les journalistes marocains
 - Libérez les journalistes birmans
 - Plan d'urgence pour le journalisme afghan
 - Sauver le journalisme au Sahel
 - Sécurité nationale vs journalisme
 - Pour des mécanismes de protection nationaux et internationaux
 - Soutien aux journalistes russes en exil via le JX Fund
 - Contre le nouvel ordre mondial chinois des médias
 - Défendre la liberté du journalisme face aux menaces numériques
 - Mobiliser l'Europe pour le journalisme
 - Journalism Trust Initiative - JTI
 - Forum sur l'information et la démocratie - I&D
 - Introduction au plan d'action 2023
- 34 UN BUDGET EN FORTE CROISSANCE ET DES FINANCEMENTS DIVERSIFIÉS**
- 35 UNE ÉQUIPE ENGAGÉE**
- 35 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**
- 36 UNE IMPLANTATION INTERNATIONALE**
- 38 30 ANS D'ALBUMS POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**
- 39 CONTRE LA PROPAGANDE, IL Y A LES FAITS**

EN COUVERTURE



Équipement d'un journaliste au Centre pour la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF) à Lviv

Photo de couverture :
©Alberto Buzzola, Rhythms Magazine, 3 juin 2022

LE MOT DU PRÉSIDENT

Pierre Haski
Président de RSF



© Alexander Klein / AFP

UNE GRANDE FIERTÉ

Si l'on devait tirer une leçon de 2022, cela pourrait être le caractère imprévisible de la vie internationale. Imprévisibilité du régime autoritaire russe qui passe à l'offensive et envahit un pays souverain voisin. Imprévisibilité du peuple iranien étouffé par les mollahs qui se révolte après la mort cruelle et injuste de la jeune Mahsa Amini. Imprévisibilité de la junte militaire malienne qui repousse les élections démocratiques et engage un bras de fer contre ses anciens alliés.

La liste est évidemment loin d'être exhaustive et les exemples ne sont pas comparables, tant leurs motivations et les conséquences induites sont éloignées. Mais à chaque bouleversement international, à chaque fois que le journalisme a été mis en péril, RSF s'est montrée réactive et pertinente dans la réponse apportée.

C'est une grande fierté pour moi de présider une organisation qui fait preuve d'autant de combativité et de dynamisme. RSF a su répondre aux crises qui ont marqué l'année 2022, pour protéger et défendre le journalisme tant menacé dans de telles circonstances. RSF a également su adapter ses modes d'action et d'intervention, pour faire face aux nouvelles formes de prédation du droit à l'information, qui s'exercent sur les réseaux sociaux ou à travers l'intelligence artificielle par exemple. Les efforts de l'équipe sont admirables et ont eu, en 2022 plus encore qu'auparavant, un impact très important.

| ÉDITO |

Christophe Deloire
Secrétaire général de
Reporters sans frontières



© Joel Saget / AFP

CHANGEMENT D'ÉCHELLE

C'est avec peine que l'on débusque les bonnes nouvelles dans l'actualité et l'année 2022, il faut le reconnaître, a été particulièrement fournie en violences, crises et autres évènements funestes. Je suis pourtant tenté d'ouvrir ce rapport d'activité par une information positive pour nous, et probablement pour notre cause. Je veux parler du changement d'échelle de RSF. Depuis sa création en 1985, Notre "petite grande organisation" a traversé des hauts et des bas.

En 2022, elle a clairement atteint une nouvelle phase de maturité. Il n'est pas toujours évident pour une structure, quelle qu'elle soit, de franchir une étape de croissance. Cela nécessite un alignement favorable de planètes, du contexte général au soutien financier des bailleurs, en passant par les capacités opérationnelles, la confiance des parties prenantes et de la gouvernance, ou encore (surtout !) l'engagement et le dynamisme des équipes.
Nous avons cette chance.

En 2022, RSF a été plus réactive, plus puissante, a bénéficié de plus de moyens et a pu mettre en place des projets plus ambitieux encore que par le passé. Dépassant la simple croissance, ce changement d'échelle a permis à RSF d'accroître son impact. Face aux multiples défis qui se présentent, notamment dans le champ du numérique, nous pouvons nous réjouir de cette nouvelle donne. Merci à toutes celles et à tous ceux qui l'ont rendue possible.

LES MOMENTS FORTS DE L'ANNÉE 2022

JANVIER

JEUX OLYMPIQUES D'HIVER 2022 EN CHINE : POUR UN BOYCOTT DIPLOMATIQUE

Dans une déclaration commune, RSF et une coalition de 242 ONG ont appelé les gouvernements à rejoindre le boycott diplomatique des Jeux olympiques d'hiver de 2022, qui débutent le 4 février en Chine, en signe de protestation contre les violations massives commises par le régime, en particulier la persécution des journalistes.



FÉVRIER

RSF ORGANISE LE « POT DE DÉPART » DE VINCENT BOLLORÉ

À la suite de l'annonce du supposé départ en retraite de Vincent Bolloré, RSF a symboliquement organisé un apéritif breton en plein cœur de Paris, pour marquer le départ de l'homme d'affaires qui s'est illustré ces dix dernières années par son ingérence et ses méthodes brutales dans le monde des médias.

LES MOMENTS FORTS DE L'ANNÉE 2022

MARS

LE VISAGE DU JOURNALISTE OTAGE OLIVIER DUBOIS SUR LE PANTHÉON

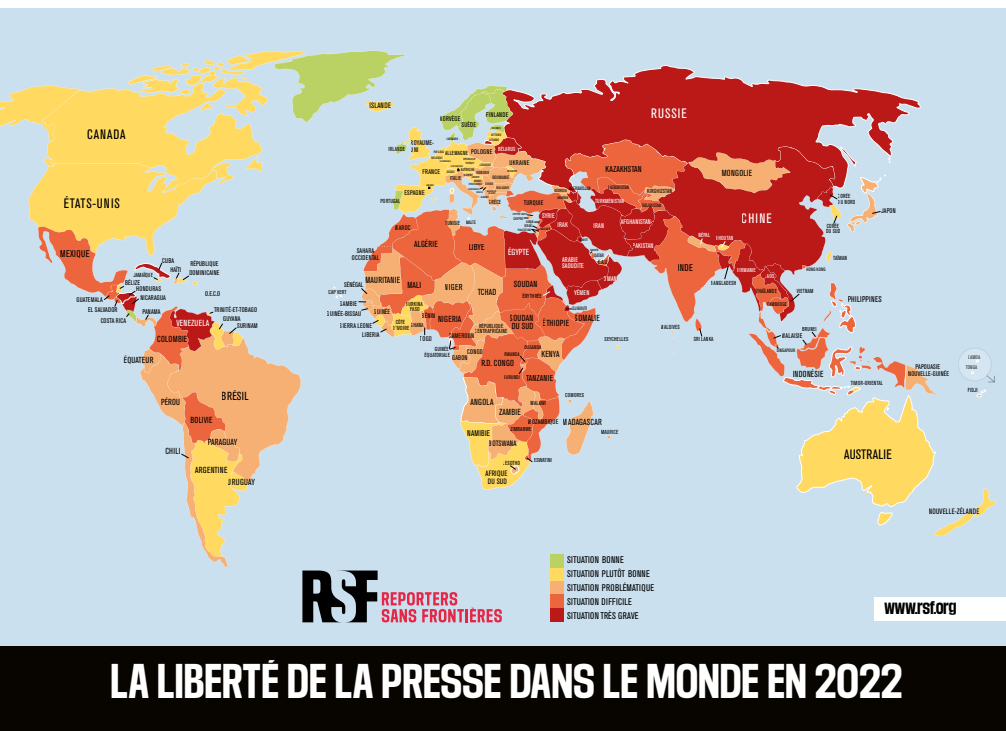
Le 7 mars 2022, RSF a projeté le portrait d'Olivier Dubois sur le Panthéon, monument symbole de l'idéal de liberté et de vérité que partage le journaliste français, alors retenu en otage au Mali depuis 11 mois.



AVRIL

RSF DÉBLOQUE LES SITES DE FRANCE 24 ET DE RFI AU MALI

Alors que la Haute Autorité de la communication (HAC) du Mali confirmait la suspension définitive de France 24 et de RFI, pour avoir révélé des exactions présumées commises par l'armée malienne et des mercenaires russes, RSF a remis en ligne leurs sites Internet dans le cadre de son opération *Collateral Freedom*.



MAI

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2022 : LA NOUVELLE ÈRE DE LA POLARISATION

À l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, RSF a dévoilé la 20^e édition du Classement mondial de la liberté de la presse. Le classement 2022 révèle une double polarisation, amplifiée par le chaos informationnel : polarisation des médias entraînant des fractures à l'intérieur des pays et polarisation entre les États sur le plan international.

JUIN

RSF DÉVOILE LES PORTRAITS DES JOURNALISTES ARBITRAIREMENT DÉTENUS AU BÉLARUS

Après l'élection présidentielle contestée du 9 août 2020, les journalistes, en particulier ceux qui ont couvert les manifestations, sont devenus une cible privilégiée du pouvoir. Dans une liste actualisée en temps réel, RSF dévoile les portraits des journalistes emprisonnés au Bélarus et leur rend hommage.



JUILLET

LANCEMENT DU DIGITAL SECURITY LAB

Un an après les révélations sur l'utilisation massive du logiciel d'espionnage Pegasus, ciblant notamment des journalistes, RSF lance son Digital Security Lab : un laboratoire de criminalistique numérique basé à Berlin, créé pour aider à contrer les menaces de surveillance en ligne.



LES MOMENTS FORTS DE L'ANNÉE 2022

AOÛT

RSF EN AFGHANISTAN : 202 ÉVACUATIONS ET 152 ACTIONS DE SOUTIEN EN UN AN

Dès la chute de Kaboul le 15 août 2021, des milliers de journalistes afghans ont voulu fuir le pays, craignant de graves représailles. Face à l'urgence de la situation, le secrétariat international de RSF ainsi que ses sections se sont mobilisés pour établir des listes de journalistes les plus vulnérables et demander leur évacuation immédiate du pays, ainsi que celle des membres de leur famille.



©RSF



©Johnny Vacar

SEPTEMBRE

À NEW YORK, LES ÉTATS-UNIS ANNONCENT REJOINDRE LE PARTENARIAT SUR L'INFORMATION ET LA DÉMOCRATIE

À l'occasion du second Sommet pour l'information et la démocratie organisé en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York le 22 septembre 2022, les États-Unis ont annoncé rejoindre l'initiative lancée par RSF en 2019.



OCTOBRE

SITUATION DES JOURNALISTES EN IRAN : RSF SAISIT L'ONU

Face à l'alarmante escalade des violences contre les journalistes et des violations de la liberté d'informer depuis le début de la révolte populaire en Iran, RSF a activé neuf mécanismes de l'ONU pour dénoncer la répression extrêmement violente contre les journalistes

©RSF

NOVEMBRE

« L'APPEL DU 2 NOVEMBRE »

À l'occasion du 2 novembre, Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes, des procureurs de huit pays réunis par RSF ont pris dix engagements pour que les attaques contre les journalistes ne restent pas sans réponse pénale, et ont appelé leurs collègues à agir contre l'impunité.



©RSF



©RSF

DÉCEMBRE

LE RÉGULATEUR FRANÇAIS DE L'AUDIOVISUEL MET EN DEMEURE EUTELSAT DE CESSER LA DIFFUSION DE TROIS CHÂÎNES RUSSES DE PROPAGANDE

Après l'ordonnance rendue en référé par le Conseil d'État à la demande de RSF, l'Arcom reconnaît sa compétence sur trois chaînes de propagande russes diffusées par Eutelsat et en tire les conséquences : elle met en demeure l'opérateur satellitaire de cesser la diffusion de ces chaînes. Une décision conforme à ce que RSF demandait depuis septembre.



2022 EN CHIFFRES

Face à l'évolution permanente des défis et des menaces sur la liberté de la presse dans le monde, RSF fait preuve de réactivité et d'agilité en adaptant sa stratégie pour maintenir la mobilisation du plus grand nombre et obtenir des changements et des résultats durables pour la défense du journalisme, du droit à l'information fiable et de la liberté d'opinion et d'expression.

SA LOGIQUE D'INTERVENTION REPOSE
SUR CINQ GRANDS DOMAINES D'ACTION :

- la recherche et la publication ;
- les campagnes de communication ;
- le plaidoyer ;
- l'assistance ;
- les formations et l'accompagnement.



RSF FORME
ET ACCOMPAGNE



RSF PROTÈGE ET
SOUTIENT



RSF PLAIDE
ET DÉFEND



RSF ENQUÊTE
ET INFORME



RSF MOBILISE
ET ALERTE

RSF FORME ET ACCOMPAGNE



À travers sa longue expérience, RSF a su tisser des liens solides et durables avec des organisations partenaires avec qui elle travaille en étroite collaboration. Des organisations locales sont également soutenues dans leur travail en défense de la liberté de la presse, les formations dispensées permettant le renforcement des acteurs de la liberté de la presse dans 17 pays différents.

En 2022,

- **61 formations dispensées à 1 727 journalistes et professionnels des médias** dans le monde, dont 56 % sont des femmes journalistes ou professionnelles des médias. Les formations abordent des sujets tels que le *fact-checking*, la couverture électorale mais également la sécurité numérique, physique ou psychologique. Grâce à son réseau d'organisations partenaires locales et sa connaissance du terrain, RSF est capable de soutenir la mise en place de formations sur mesure, répondant aux besoins des contextes locaux et gratuites pour les participants.
- **94,67 % des participants** se déclarent **satisfaits** des formations
- **12 organisations partenaires** avec lesquelles RSF a travaillé conjointement pour la défense de la liberté de la presse.
- **22 organisations locales** ont été soutenues par RSF pour la mise en place d'activités de formation et de sensibilisation au droit à l'information.

RSF PROTÈGE ET SOUTIENT



Au cours des crises survenues ces dernières années et avec la multiplication des menaces sur la liberté de la presse, RSF a acquis une expérience importante dans le soutien des journalistes en danger. Ces soutiens peuvent être des bourses financières pour couvrir des frais médicaux, d'évacuation, de matériel ou de réinstallation. Ce soutien peut également être administratif lorsque les journalistes menacés doivent fuir leur pays.

En 2022,

- Le bureau assistance de RSF a traité un total de **825 dossiers**, tous pays confondus.
- **223 bourses individuelles** ont été accordées pour soutenir des journalistes en danger de **42 pays différents** au cours de l'année 2022. RSF s'est ainsi particulièrement mobilisée lors des crises survenues en Afghanistan et en Ukraine.
- **73 % des journalistes soutenus** par RSF en 2022 vivent en exil.
- **285 soutiens administratifs** ont également été attribués à des journalistes de 19 pays différents, particulièrement dans les cas de journalistes russes, iraniens et afghans.
- **39 médias soutenus** dans **8 pays différents**. Parmi les médias soutenus, 30 se trouvent en Ukraine.
- **Une trentaine de sites web** ont été rendus accessibles grâce à l'opération *Collateral Freedom* en 2022, notamment des sites russes et biélorusses. À ce jour, plus de **80 sites de médias ont été débloqués** dans 24 pays.



RSF est l'un des membres fondateurs du Consortium **Protect Defenders**, financé par l'instrument européen de défense des droits de l'Homme. Le Consortium qui regroupe 12 ONG vise à protéger les défenseurs des droits humains en danger, notamment les journalistes.

RSF PLAIDE ET DÉFEND



La défense du droit à l'information fiable et de la liberté d'opinion et d'expression passe également par les activités de plaidoyer auprès des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile. RSF entend défendre, mais également obtenir justice pour les journalistes assassinés dans l'exercice de leur métier, ou dont les droits ont été violés. La lutte contre l'impunité pour les crimes contre les journalistes constitue un des leviers pour la protection de l'accès à l'information libre et fiable.

En 2022,

- **Plus de 90 lettres d'interpellations** ont été envoyées à des autorités politiques, institutionnelles ou des entreprises multinationales.
- **34 actions contentieuses** ont été engagées auprès d'organes locaux, nationaux et internationaux ou auprès de mécanismes régionaux de protection.
- **7 plaintes** ont été adressées à la Cour pénale internationale.

RSF ENQUÊTE ET INFORME



Sans information, aucune mobilisation possible pour protéger ses droits. C'est pour cette raison que RSF s'attache à documenter mais aussi à informer et diffuser les produits de ses enquêtes. Ses publications alertent et mettent en évidence les informations obtenues par RSF sur l'état de la liberté de la presse. Le Classement de la liberté de la presse, particulièrement, est désormais devenu un outil incontournable pour analyser l'accès à l'information dans le monde.

En 2022,

- **513 publications** en 6 langues (dont certaines traduites également en russe et en ukrainien).
- **6 rapports publiés**.
- **Plus de 5 500 couvertures presse** du Classement mondial de la liberté de la presse et **53 réactions officielles** de 31 pays différents ont été enregistrées.

RSF MOBILISE ET ALERTE



RSF ce sont aussi les citoyens et citoyennes qui se mobilisent et soutiennent la liberté de la presse. À travers ses réseaux sociaux, ses campagnes et des opérations « coup de poing », RSF met en évidence, alerte et sensibilise aux violations de la liberté de la presse dans le monde.

En 2022,



19 campagnes mises en place

1 nouveau site Internet, disponible en 6 langues, mis en ligne le 3 mai 2022

10 millions de visites sur le nouveau site entre mai 2022 et mai 2023

19 millions de pages vues entre mai 2022 et mai 2023



270 000 abonnés sur Facebook



210 000 abonnés sur Twitter (RSF international)



24 000 followers sur Instagram



+ 100 000 inscrits à la newsletter

RSF EN ACTION

2022, UNE ANNÉE BOULEVERSÉE PAR L'INVASION DE L'UKRAINE



Rassemblement d'hommage au journaliste Frédéric Leclerc-Imhoff, le 10 juin, place de la République à Paris

@RSF

DÈS LE DÉBUT DE L'OFFENSIVE RUSSE EN UKRAINE LE 24 FÉVRIER, LES MÉDIAS DU MONDE ENTIER ONT DÉPLOYÉ D'IMPORTANTES MOYENS POUR COUVRIR LE CONFLIT : 12 000 JOURNALISTES UKRAINIENS ET ÉTRANGERS ONT ÉTÉ ACCRÉDITÉS EN 2022.

Sciemment visés par des tirs des forces russes ou victimes de bombardements intenses, ils risquent leurs vies tous les jours pour informer. Si la situation est particulièrement alarmante pour les journalistes dans les zones occupées, l'ensemble des médias ukrainiens sont durement touchés par le conflit et ses répercussions. Face à cette situation d'urgence, RSF s'est immédiatement mobilisée pour venir en aide aux reporters sur le terrain.



@RSF

8 JOURNALISTES TUÉS

Sur les huit journalistes tués au cours des six premiers mois de la guerre, la plupart ont été tués ou mortellement blessés par des tirs, comme le journaliste français Frédéric Leclerc-Imhoff, qui se trouvait à bord d'un véhicule, sciemment visé par les forces armées russes. Certains, comme le photoreporter ukrainien Maks Levin, ont été froidement exécutés. Pour d'autres, comme le documentariste lituanien Mantas Kvedaravicius, retrouvé sans vie à Marioupol, les circonstances de leur mort restent à ce jour inconnues.

19 JOURNALISTES BLESSÉS

Sur les 19 journalistes ukrainiens et étrangers blessés, au moins quatre l'ont été grièvement. La plupart ont été victimes des bombardements russes, mais d'autres ont été blessés par balle comme les journalistes danois Stefan Weichert et Emil Filtenborg Mikkelsen qui ont été visés par un tireur non identifié dans le nord-est de l'Ukraine.

16 TIRS CONTRE DES TOURS TV

Les infrastructures civiles servant à la diffusion de l'information sont une cible privilégiée pour les forces russes. Près de la moitié des attaques sur les tours de télévision ont été recensées dès les premiers jours de la guerre, début mars 2022, sur l'ensemble du territoire ukrainien. En tout, depuis un an, l'armée russe a ciblé à 16 reprises des tours de télévision ukrainiennes.

217 MÉDIAS UKRAINIENS FERMÉS

Rupture des chaînes logistiques, perte d'abonnés et d'annonceurs, manque d'effectifs lié à l'exil d'employés et à leur mobilisation, besoins financiers accrus dus aux destructions... L'ensemble de ces facteurs ont conduit 217 médias ukrainiens à mettre la clé sous la porte.



FACE À L'URGENCE DE LA SITUATION, RSF A DÉPLOYÉ DES MOYENS SANS PRÉCÉDENT POUR SOUTENIR LE DROIT À L'INFORMATION

Le secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF) était à Lviv le samedi 11 mars pour l'ouverture du Centre pour la liberté de la presse, hébergé au sein de l'International Media Center

700 JOURNALISTES ÉQUIPÉS DE PROTECTION

Quelques semaines après l'invasion de l'Ukraine, le 11 mars 2022, RSF a inauguré le Centre pour la liberté de la presse, à Lviv, puis celui de Kyiv deux mois plus tard, en coopération avec son partenaire l'Institute of Mass Information (IMI) et d'autres organisations locales dont le Syndicat national des journalistes d'Ukraine (NUJU). Ces hubs ont permis à près de 700 journalistes de 32 nationalités différentes (dont une majorité d'Ukrainiens) de bénéficier d'équipements de protection individuelle dont des gilets pare-balles, des casques et des kits de premiers secours

96 MÉDIAS DOTÉS D'ÉQUIPEMENTS ÉNERGÉTIQUES

Pour pallier le manque d'électricité, suite aux frappes russes qui ont visé les structures énergétiques, RSF a fourni des générateurs et autres équipements énergétiques à 96 médias de 14 régions d'Ukraine, afin d'assurer la continuité de leur travail. Les équipements ont été livrés dès janvier 2023.

258 JOURNALISTES FORMÉS

Un guide sur la sécurité des journalistes, traduit en ukrainien, a été imprimé en 1 000 exemplaires et reste disponible en ligne. En 2022, 258 journalistes ont également bénéficié de formations en matière de sécurité physique, de premiers secours et de sécurité psychologique. 7 journalistes ont également bénéficié d'un suivi psychologique individualisé.

30 MÉDIAS SOUTENUS FINANCIÈREMENT

Des bourses d'assistance ont été distribuées à 30 médias ukrainiens indépendants particulièrement fragilisés par la guerre pour leur permettre de poursuivre leur activité. Plusieurs d'entre eux voient leur soutien financier renouvelé en 2023.

134 BOURSES DE SOUTIEN INDIVIDUEL

En coopération avec plusieurs partenaires locaux, RSF a pu faire bénéficier 128 journalistes ukrainiens d'un soutien financier individuel, dont 84 femmes. RSF se mobilise pour poursuivre son assistance aux journalistes ukrainiens en 2023.

19 ACTIONS CONTENTIEUSES

Afin de contribuer à la lutte contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes et médias ukrainiens, RSF a engagé 19 actions contentieuses auprès du Procureur général d'Ukraine, de la Cour pénale internationale, des juridictions françaises et d'autres organes quasi-juridictionnels (organes de l'ONU, ARCOM...)



Livraison de casques et de gilets pare-balles au Centre pour la liberté de la presse créé par RSF à Lviv



L'enquête sur l'Affaire Maks Levin en Ukraine

par Arnaud Froger, responsable du bureau investigation

En 2022,

- **9 mois** d'enquête
- **3 missions** sur le terrain en Ukraine
- **3 ans de diffusion** du documentaire sur Arte

En file indienne. Nous avançons à pas prudents dans une forêt située au nord de Kyiv. Mon confrère, le photoreporter de guerre Patrick Chauvel, avec lequel je mène l'enquête, capture cette lente procession composée de deux journalistes, d'un fixeur, et de plusieurs soldats ukrainiens des forces territoriales qui ont accepté de nous accompagner sur ces sentiers tapis de muguet. Dans cette végétation printanière qui renaît en cette fin du mois de mai 2022, les Russes ont laissé quelques souvenirs moins bucoliques. Mines et engins explosifs ont été déposés lors du retrait, quelques semaines plus tôt, des troupes de Vladimir Poutine après l'échec de la prise de la capitale ukrainienne.

Cette forêt dans laquelle soldats russes et ukrainiens se sont durement affrontés est aussi une scène de crime. Le journaliste Maks Levin y a été tué avec son accompagnateur Oleksiy Chernyshov le 13 mars 2022. Les deux amis ont même été froidement exécutés. C'est ce que nous découvrirons. Au bout de quelques jours, après plusieurs tentatives infructueuses, nous retrouvons, au milieu des pins, la carcasse brûlée de la Ford Maverick du reporter. Nous comptons plusieurs impacts de balles sur le véhicule et trouvons trois balles.

L'une d'elles est enfoncée d'une quinzaine de centimètres dans la terre à l'endroit même où le corps du journaliste a été retrouvé. La fouille se poursuit pendant des heures. Chaque mètre carré est passé au peigne fin. Dans un bout de pantalon déchiré et calciné, nous mettons la main sur le portefeuille de l'accompagnateur du journaliste. L'homme a très probablement été brûlé vif. Nous découvrons aussi des éléments ayant appartenu aux soldats russes présents sur place. Emballages de nourriture, mégots de cigarettes, tube de roquette, manuel d'instruction en cyrillique sur l'utilisation de RPG...

Toutes ces preuves seront remises aux autorités ukrainiennes quelques jours plus tard. Le 1^{er} juin 2022, je suis auditionné par les services de renseignements qui enquêtent sur le meurtre du journaliste. Le bureau est étroit. Une Boulava, arme traditionnelle symbole de pouvoir ressemblant à une sorte de masse à piques, traîne sur une armoire. Le cas de Maks Levin n'a pas fait l'objet d'un intérêt particulier jusque-là. Mon audition est d'ailleurs la première dans cette affaire. Les preuves et informations collectées vont permettre de remobiliser les enquêteurs.

Quelques semaines plus tard, les services de renseignement nous apprendront qu'ils ont identifié une unité d'élite de l'armée russe, la 155^e brigade de la flotte du Pacifique, arrivée dans la forêt où Maks Levin a été tué moins de 48h avant le crime. Sa devise : « Où nous sommes, la victoire est là ». Aujourd'hui cette unité a été détruite à 90 % selon les autorités ukrainiennes... Ses membres ont-ils exécuté Max Levin et Oleksiy Chernyshov ? L'enquête se poursuit. Depuis, nous avons identifié quatre autres unités fortement suspectées d'avoir occupé cette forêt autour du 13 mars 2022.



L'exfiltration d'« Evelyne »

par Thibaut Bruttin, adjoint au directeur général

En 2022,

- 14/03 : Marina Ovsianikova brandit une pancarte « *No war* » sur la 1^{re} chaîne de TV russe
- 01/10 : Elle fuit la Russie à 8 jours de son procès
- Elle encourrait **10 ans** de prison

Il y a des missions qui ne figurent pas dans les fiches de poste. Quand Marina Ovsianikova, la « journaliste à la pancarte » qui avait interrompu le journal télévisé de la première chaîne russe, nous a fait part, via un intermédiaire, de son projet d'évasion, je me suis dit qu'il fallait relever le défi et que, décidément, cette femme ne manquait pas de courage.

L'heure de son jugement approchait, et avec se dessinait le passage plus que probable d'un régime d'assignation à domicile à l'incarcération pure et dure. À RSF, seule une poignée de collaborateurs avait été mis dans la confiance. Un nom de code pour Marina : Evelyne ! Nous suivions les préparatifs à distance, nous nous étions assurés que, si elle parvenait à s'enfuir, les autorités françaises faciliteraient son accueil.

Franchement, l'entreprise paraissait hasardeuse mais, tout État policier qu'elle est, la Fédération de Russie demeure une bureaucratie et Marina le savait pertinemment, comptant sur le week-end pour retarder l'alarme. Bien sûr, le voyage n'a pas été sans péripéties. J'étais informé heure par heure, jour après nuit, de son progrès vers la liberté. Mais Marina a atteint son but.

Et, soudain, dans cette maison de location, au calme, à la campagne, elle est apparue, comme une voyageuse lambda, tirant sa valise à roulette. « Thibaut ? », m'a-t-elle demandé en me voyant sur le perron. « Marina ? », ai-je répondu sans réfléchir. Je ne savais que trop bien qui était cette voyageuse qui charriait avec elle l'espoir d'une vie meilleure et avait laissé la tyrannie de Poutine. Mais je ne parvenais pas à réaliser que cette folie était accomplie.

Les premières semaines, il était hors de question que Marina, pour des raisons de sécurité, paraisse en public. Sa présence devait demeurer secrète. Difficile de demeurer incognito quand on a été sur tous les écrans de télé du monde. Nous avons donc fait ses courses, l'avons aidée pour ses transferts, avons organisé ses rendez-vous médicaux, pris en charge ses besoins les plus élémentaires, bref accompli tout ce qui permettait de rendre son séjour en France possible.

Et, puis, le 10 février 2023, la disparue a réapparu par surprise au siège de Reporters sans frontières pour une conférence de presse annoncée moins de 48 heures à l'avance. Devant elle, près d'une centaine de journalistes, des dizaines de caméras de chaînes de télévision du monde entier. Je suis fier que RSF ait pu venir en aide à cette femme qui prend ses décisions en un éclair, a franchi tous les obstacles et que nul ne saurait enfermer.



En tournée avec le #BusRSF

par Chloé Le Goff, responsable de la communication

En 2022,

- **3 300 kilomètres** parcourus
- **20 étapes** dans des villes et villages
- **Plusieurs centaines** de citoyens rencontrés
- **1 livre blanc** contenant **30 propositions** pour le droit à l'information

Quand j'ai entendu parler de ce projet fou –partir en tournée dans un bus pendant 20 jours, dans 20 villes, avec 20 collègues, pour mieux comprendre le rapport des Français au journalisme et tenter de trouver des solutions pour l'avenir–, je me suis demandée si c'était bien réel. Trois mois plus tard, je me retrouvais à guider notre chauffeur du #BusRSF, Manuel, dans un demi-tour périlleux en plein centre-ville de Rennes !

Ce fut vraiment une expérience collective enrichissante et trépidante, dont je garderai un souvenir à vie.

Le 23 mars, jour du départ du #BusRSF, alors que nous chargions le matériel nécessaire pour la tournée, j'étais loin d'imaginer la suite de l'aventure. Nous voilà partis sur les routes de France pour engager un dialogue sur l'avenir du droit à l'information dans notre pays avec des citoyens de régions, de catégories sociales et de convictions diverses, non-journalistes et journalistes confondus. Nous avons décidé de faire escale dans de grandes villes (Rennes, Marseille, Clermont-Ferrand, etc.), des villes moyennes (Martigues, Carmaux, Lunel, Thiers, etc.) mais aussi des petites villes et même des villages (Florange, Sarzeau, Carmaux, etc.) afin de parler au plus grand nombre. Et ce fut le cas ! Notre bus, très visible, s'est arrêté sur les petites places et les grands parkings. Les badauds, d'abord interpellés par le dispositif, se rapprochaient petit à petit pour découvrir l'exposition installée autour du bus. Il y avait aussi celles et ceux qui avaient noté notre arrivée et nous attendaient de pied ferme sur la place indiquée sur le programme. Puis, notre phrase d'accroche infaillible : "Voulez-vous un café ?" permettait de lancer une discussion autour de leur perception du journalisme et de leurs propres habitudes pour s'informer. Ces moments de partage nous ont permis d'interagir simplement. Il s'agissait pour nous de quitter l'entre-soi parisien, pour eux de trouver une oreille attentive à leurs attentes et constats critiques. Nous les invitions ensuite à venir assister à nos assemblées citoyennes, moments de réflexions communes organisés en soirée. Ces échanges, basés sur des scénarios fictionnels, permettaient aux participants de se projeter dans le futur de l'information.

Après avoir parcouru plus de 3 300 kilomètres et recueilli les attentes de centaines de citoyens rencontrés sur la tournée, nous sommes rentrés, plus forts et déterminés encore. Un livre blanc, présentant les échanges et constats du terrain et portant nos recommandations, voyait le jour quelques semaines plus tard. Depuis, nous poursuivons sans relâche notre travail en faveur du droit à l'information en France.



Échapper aux talibans

par Victoria Lavenue, responsable de l'assistance

En 2022,

- **68 demandes de visas** soutenues
- **101 soutiens financiers individuels** octroyés à des journalistes afghans en exil au Pakistan et en Iran, soit la moitié des bourses assistance de l'année
- **3 familles** installées au Canada, **7 dossiers** en cours d'examen.
- Au total, **60 journalistes afghans** ont été accueillis en France grâce au soutien de RSF

Dès la prise de Kaboul par les talibans le 15 août 2021, des milliers de journalistes afghans ont cessé leurs activités et cherché à quitter le territoire craignant de subir de graves représailles. Au bureau assistance de RSF, cet été-là, nous avons été submergés par des milliers de demandes (littéralement) de personnes cherchant à fuir leur pays. S'en est suivi un travail de fourmis, visant à identifier au sein de cet afflux d'appels à l'aide, les demandes qui émanaient de journalistes et relevaient donc du mandat de notre organisation. Les premiers jours ont été une véritable course contre la montre : nous savions qu'il y aurait quelques départs d'avions à destination de Paris pour rapatrier les Français et leurs alliés. Il fallait tout faire pour que les journalistes puissent évacuer le pays à ce moment-là. La menace d'une fermeture complète de l'aéroport de Kaboul planait et nous savions que, pour ceux qui ne pourraient pas embarquer, l'avenir serait incertain.

Nous avons réussi à établir et transmettre une liste de 72 journalistes en danger aux autorités françaises, qui ont accepté de leur délivrer un visa. Malheureusement l'opération d'évacuation a été brutalement stoppée par les attentats qui ont frappé l'aéroport de Kaboul. Alors que les journalistes se trouvaient dans des bus, les portes de l'aéroport se sont fermées.

Passée l'immense déception, nous sommes entrés dans un temps long : la crise durait, il nous fallait trouver de nouvelles solutions. Les journalistes qui n'avaient pas pu quitter le pays avant la fin du mois d'août ont été évacués dans les semaines et les mois suivants par le Pakistan, L'Iran, le Qatar. Notre collaboration avec le Centre de crise du ministère des Affaires étrangères français s'est renforcée, pour aider les familles, obtenir des passeports, des visas pour les pays frontaliers, payer les billets d'avion etc. Ce travail s'est poursuivi tout au long de l'année 2022 et jusqu'à présent.

32 journalistes de la liste initialement établie sont aujourd'hui en France, 18 ont été accueillis en Espagne, une dizaine ont été évacués par d'autres organisations. 13 sont encore bloqués en Afghanistan parce qu'ils n'ont pas pu obtenir de passeport, de visa pour le Pakistan, ou parce qu'ils ont été arrêtés et renvoyés en Afghanistan alors qu'ils tentaient de passer la frontière.

Mais à ces journalistes identifiés en août 2021 se sont ajoutés tous ceux qui nous ont contactés les mois suivants, et qui continuent de nous écrire aujourd'hui. Flot ininterrompu de demandes. Le bureau assistance reçoit des sollicitations quotidiennes de journalistes afghans, pour lesquels nous cherchons des portes de sortie. Beaucoup d'entre eux sont au Pakistan et en Iran. Nous soutenons leurs demandes de visas auprès de l'ambassade de France. Nous leur procurons également des soutiens financiers pour les aider à faire face aux conditions de vie extrêmement difficiles dans ces pays de transit.

Ces évacuations au compte-goutte provoquent beaucoup de frustration et d'inquiétude chez les journalistes, mais la persévérance paie : en 2022, 28 ont obtenu des visas pour la France grâce à notre soutien, ce qui monte à 60 le nombre de journalistes afghans accueillis en France avec l'appui de RSF.



1 milliard

par Antoine Bernard, directeur du plaidoyer et de l'assistance

En 2022,

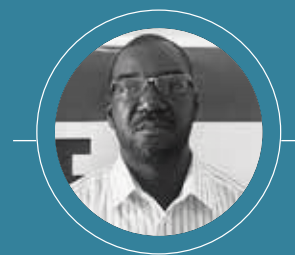
- **1 milliard** de requêtes sur les sites miroirs de Meduza
- **80 sites de médias** débloqués
- Opération déployée dans **24 pays**

Plus d'un milliard de requêtes ont été adressées sur les différents sites miroirs déployés pour le média indépendant russe Meduza depuis février 2022. Un milliard !

Certes, chaque page chargée nécessite plusieurs requêtes pour être affichée, en fonction du nombre d'éléments qui la composent (texte, photos, vidéos, liens, etc.). Il n'empêche que ce chiffre est vraiment impressionnant. Un record en termes de consultation *via* notre dispositif *Collateral Freedom*. Quand on sait que la Russie a instauré la censure militaire dès le jour de son invasion de l'Ukraine, bloquant tous les sites de médias indépendants sur son territoire, c'est une immense fierté de nous dire que, pour Meduza, le Kremlin a échoué.

Pour ceux qui ne connaissent pas, *Collateral Freedom* est une opération de RSF, visant à contrer la censure des médias sur Internet. Lancée en 2015, l'opération consiste à créer des sites miroirs de sites de médias locaux et internationaux visés par des mesures de suspension arbitraire.

L'opération *Collateral Freedom* permet aujourd'hui à plus de 80 sites de médias d'être de nouveau accessibles dans les pays où ils ont été censurés. Elle a été déployée dans 24 pays dans le monde, dont la Russie, le Bélarus, la Chine, la Birmanie, ou encore dans plusieurs pays d'Afrique comme le Togo ou le Mali. Partout sur ces territoires, RSF fait reculer la censure en ligne et redonne l'accès à l'information indépendante à des populations qui en étaient privées. Comme dit le proverbe français, il n'y a pas de petite victoire.



L'Afrique que nous voulons

par Sadibou Marong, directeur du bureau Afrique à Dakar

En 2022,

- **41 correspondants** de la région Afrique subsaharienne
- **47 pays** couverts par le bureau de Dakar

Le Bureau de RSF à Dakar s'est beaucoup développé depuis son ouverture en 2019. Sa couverture est désormais étendue à toute l'Afrique subsaharienne et je suis particulièrement honoré d'en assurer la direction. Ma feuille de route est ambitieuse, à la hauteur des enjeux et difficultés rencontrées par les journalistes et professionnels des médias qui travaillent sur ce continent. Plaidoyer pour faire évoluer favorablement les cadres législatifs, publications, développement des partenariats locaux pour enrichir nos actions sur le terrain, assistance pour la mise en sécurité physique et numérique des journalistes... Pour défendre la liberté de la presse, nous activons tous les leviers et mobilisons toutes les ressources possibles. Notre campagne prioritaire pour le journalisme au Sahel est particulièrement nécessaire. Cette partie du continent africain est dangereusement en train de devenir une zone de non-information où le journalisme est attaqué et la fiabilité de l'information souvent compromise à cause de la désinformation. Pour éviter de priver 110 millions de Sahéliens de leur droit élémentaire à être informés, nous agissons chaque jour.

Travailler sur l'Afrique ne peut être possible sans le partenariat local avec des organisations de défense de la liberté de la presse, des partenaires techniques et de développement, mais surtout avec le réseau de correspondants RSF, constitué de journalistes expérimentés, intégrés dans un réseau solide et indépendants. Nous les avons réunis pour la première fois en Afrique en fin d'année 2022 afin de discuter des enjeux de la liberté de la presse et du droit à l'information sur la zone. Les participants ont pu bénéficier de formations, d'ateliers de groupes et d'espaces d'échanges. Pour tous, ce fut une expérience unique et enrichissante, dont nous sommes sortis plus forts et plus déterminés encore.

TÉMOIGNAGES



“ RSF, vous avez sauvé ma vie ! »

Marina Ovsianikova,
journaliste dissidente russe

Aidée par RSF, Marina Ovsianikova a été exfiltrée en octobre dernier de la Russie vers la France. Elle a donné une conférence de presse en février 2023, dans les locaux de l'ONG à Paris pour raconter sa fuite de Russie avec sa fille, alors qu'elle était assignée à résidence. En mars 2022, elle avait brandi une pancarte « No War » pour contester l'invasion en Ukraine à la télévision d'État russe, pendant le journal télévisé le plus regardé du pays.



“ Et pour finir, un mot à propos de RSF. Je sais comment je vais utiliser mon pouvoir de nomination au prochain Nobel. Mais, comme c'est confidentiel, vous n'en saurez bien sûr rien... »

Dimitri Muratov, rédacteur en chef du journal russe Novaya Gazeta, lauréat du prix Nobel de la paix 2021



“ Cette nuit, la Russie a lancé une attaque massive de missiles. Beaucoup de nos villes sont dans un blackout total. Le journal Nakypilo de Kharkiv nous a envoyé cette photo et nous a demandé de remercier RSF ! Ils disent que les journalistes ne peuvent travailler que grâce à votre générateur – vous pouvez voir qu'une conférence de presse a été organisée dans leur salle de rédaction parce qu'ils sont alimentés en électricité. »

Oksana Romaniuk, directrice de IMI (Institute of Mass Information), partenaire de RSF en Ukraine

Face à l'intensification des bombardements ciblant les infrastructures ukrainiennes, RSF s'est mobilisée pour fournir des équipements énergétiques permettant aux rédactions de poursuivre leurs activités malgré les coupures d'électricité fréquentes et prolongées. 150 batteries externes solaires ont ainsi été acheminées dans 14 oblasts d'Ukraine, ainsi que des générateurs et stations de charge avec panneaux solaires. La distribution a été facilitée par les hubs régionaux d'IMI. La directrice a rapporté le témoignage de l'un des médias bénéficiaires.



Peghla Farida Saraish Ahmadi et sa famille à leur arrivée à l'aéroport de Toronto, le 2 novembre 2022.

“

Parce que je suis une femme, mes droits fondamentaux, au travail et à la citoyenneté ont disparu à l'arrivée des talibans au pouvoir. J'avais passé plusieurs années à traiter des droits des femmes et des droits humains en général, ce qui m'exposait à de graves menaces. Par conséquent, j'ai dû tout quitter, y compris ma famille, et fuir l'Afghanistan. Nous –mes proches et moi– vivons maintenant dans de bonnes conditions au Canada, où nous avons commencé une nouvelle vie à Toronto. Le travail de RSF a été bénéfique, je suis très reconnaissante à l'organisation de tous ses efforts pour nous aider. »

Peghla Farida Saraish Ahmadi, journaliste afghane réfugiée au Canada

Fondatrice et directrice de Radio Saraish, une station locale qui émet dans la province de Jowzjan, la journaliste a quitté l'Afghanistan pour le Pakistan en novembre 2021 et a pu rejoindre le Canada un an plus tard, avec son époux et leurs deux enfants.

“

RSF a joué un rôle inestimable dans la sensibilisation de l'opinion et la démonstration de l'injustice des poursuites et de l'emprisonnement de Julian Assange. Malgré les nombreux obstacles et difficultés, RSF a persévéré là où d'autres organisations ont abandonné. Grâce à son suivi des procédures judiciaires et à ses relations avec la prison et d'autres autorités, RSF a pu documenter et montrer la nature arbitraire et politique de l'affaire contre Julian. Avec engagement et conviction, les équipes de RSF ont permis d'informer le public sur les conséquences du procès Assange pour la liberté de la presse partout dans le monde et ont été une source de réconfort et d'encouragement pour Julian et notre famille. »

Stella Assange



La directrice des opérations et des campagnes, Rebecca Vincent, le secrétaire général Christophe Deloire et Stella Assange (au centre), donnent une conférence de presse devant la prison de Belmarsh le 4 avril 2023, après avoir été interdits de visite à Julian Assange (ABC News: Adrian Wilson)

LES GRANDES CAMPAGNES DE RSF



DÉFENDRE LES HÉROS DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

POURQUOI ?

Les menaces qui pèsent sur les journalistes et les héros de la liberté de la presse ne cessent d'augmenter. En effet, des représentants de RSF, des lauréats du Prix RSF et d'autres figures emblématiques de la défense de la liberté de la presse se sont vus davantage ciblés ces dernières années.

COMMENT ?

À travers cette campagne, RSF cherche à obtenir la libération et l'abandon des charges qui pèsent contre les personnes incarnant le combat pour la liberté de la presse dans différents pays. Pour ce faire, les équipes de RSF ont suivi différents procès, effectué des missions de plaidoyer et déployé des efforts de communication. RSF appelle à une mobilisation internationale pour continuer à défendre les héros de la liberté de la presse.

- La Hold the Line Coalition, co-fondée et codirigée par RSF, et qui compte plus de 80 organisations membres, a continué à condamner fermement toutes les accusations de cybercriminalité formulées contre Maria Ressa, et confirmées en appel le 8 juillet 2022. Les efforts de la coalition et des équipes RSF ont débouché sur une victoire : la cour d'appel fiscale philippine a acquitté la journaliste de toutes charges économiques en janvier 2023. Celles-ci constituaient quatre des sept charges qui pesaient contre elle.
- Raif Badawi, blogueur saoudien, a été libéré le 11 mars 2022 après dix ans de détention. En 2023, il reste toujours enfermé dans son propre pays, où il fait l'objet de restrictions l'empêchant de quitter le territoire pour rejoindre sa famille au Canada. RSF continue à mobiliser ses efforts dans l'espoir de mettre un terme au calvaire du journaliste.
- Erol Onderoglu, représentant de RSF en Turquie, a continué de faire face à des accusations criminelles de la part du gouvernement turc pour avoir soutenu un quotidien d'opposition pro-kurde. RSF a assisté aux différents procès de son représentant afin de faire cesser cet acharnement judiciaire. Les procédures judiciaires ont suscité l'attention de diplomates en Europe et aux États-Unis. Cette mobilisation internationale, cruciale, se poursuit : Erol risque, encore aujourd'hui, plus de 14 ans de prison.
- RSF poursuit ses efforts de campagne pour défendre la journaliste chinoise Zhang Zhan, en détention depuis deux ans pour avoir couvert la COVID-19 dans son pays.

LIBÉREZ LES JOURNALISTES MAROCAINS

Maroc  135^e/180*



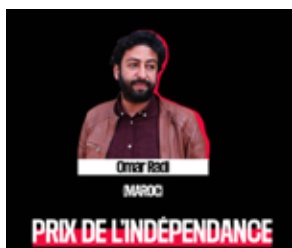
POURQUOI ?

Un net durcissement du régime met en péril l'exercice d'un journalisme libre, pluraliste et indépendant. Les cas de journalistes indûment réprimés se sont multipliés, en particulier ceux impliqués dans des investigations sur des sujets d'intérêt public sensibles. Le nombre d'affaires judiciaires contre ces journalistes a augmenté –caractérisées par le recours au droit commun dans des affaires alléguées de mœurs ou de malversation– ainsi que les violations du droit à un procès équitable.

COMMENT ?

→ **RSF a soutenu et informé** sur les cas de plusieurs journalistes dont Maati Monjib, Souleiman Raissouni, Omar Radi et Imad Stitou.

→ RSF a récompensé Omar Radi pour son travail de journalisme d'investigation en lui remettant le **Prix Reporters sans frontières de l'indépendance pendant la 30^e édition du Prix**, le 12 décembre à Paris. Omar Radi est emprisonné depuis juillet 2020, victime de harcèlement judiciaire pour ses enquêtes sur des sujets sensibles, dont l'exploitation des carrières de sable ou les expropriations foncières, sur fond de spéculation immobilière et liens avec le pouvoir.



→ Les alertes sur les intimidations et le harcèlement judiciaire dont sont victimes les journalistes marocains et le plaidoyer de RSF sur la situation de la liberté de la presse au Maroc ont contribué à **l'adoption d'une résolution d'urgence du parlement européen** sur la liberté de la presse le 19 janvier 2023.

LIBÉREZ LES JOURNALISTES BIRMANS

Birmanie  176^e/180*



POURQUOI ?

Depuis le coup d'État militaire du 1^{er} février 2021, la Birmanie est en proie à une terreur implacable orchestrée par la junte au pouvoir. Afin de cacher ses exactions et d'asseoir son autorité, la Tatmadaw (le nom de l'armée birmane) arrête, emprisonne, torture, voire élimine sans ménagement les journalistes qui pourraient gêner son contrôle de l'information. Au cours de l'année 2022, deux journalistes ont été tués, et 40 employés de médias d'information ont été jetés en prison.

COMMENT ?

RSF a fait le choix de mener un combat global pour sauver le journalisme en Birmanie. Pour des raisons évidentes de sécurité des acteurs locaux, il s'agissait, en effet, de défendre le journalisme sur place en mesurant précisément les éventuelles conséquences de chaque intervention sur le terrain. C'est pourquoi l'organisation s'est également attachée à couper la junte de ses soutiens étrangers.

→ En **initiant une campagne de mobilisation internationale**, les équipes de RSF ont réalisé un suivi intensif et ont alerté sur les nombreux cas de violation de la liberté de la presse, afin de déjouer la volonté de la junte d'empêcher la diffusion d'informations indépendantes. Vingt communiqués de presse ont été publiés sur les atteintes contre la liberté de la presse commises par les militaires.

→ En août 2022, RSF **a demandé une enquête internationale sur la mort du photographe Aye Kyaw**, tué en détention. Après avoir retracé précisément le fil des événements ayant précédé son décès, RSF a demandé aux représentants des Nations unies de s'emparer de ce cas précis pour demander des comptes à la junte au pouvoir.

→ En 2021, RSF avait **interpellé plusieurs entreprises multinationales afin de leur demander de cesser leur soutien à la junte**. Sur la quinzaine de grands groupes internationaux interpellés par RSF pour qu'ils cessent, par leur activité, de soutenir directement ou indirectement les crimes de la junte, **cinq multinationales** –Chevron, Ericsson, Volitalia, Telenor et TotalEnergie– **ont finalement annoncé organiser leur retrait de Birmanie**.



La police se prépare à disperser les manifestants qui prennent part à une manifestation contre le coup d'État militaire à Naypyidaw.

© STR AFP, 02/02/2021

PLAN D'URGENCE POUR LE JOURNALISME AFGHAN

Afghanistan



POURQUOI ?

Après la prise de Kaboul par les talibans le 15 août 2021, des milliers de journalistes ont cessé leurs activités et cherché à quitter le pays, craignant de subir de graves représailles. Dans un climat délétère où fermetures de médias et arrestations de journalistes se sont multipliées au fil des mois, de nombreux professionnels des médias ont été contraints de fuir. C'est pour cela que RSF a appelé la communauté internationale à mettre en œuvre un plan d'urgence pour le journalisme afghan.

COMMENT ?

Avec cette campagne, RSF cherche à enrayer la spirale qui mène à la disparition inéluctable des médias afghans, ainsi qu'à garantir les conditions permettant l'exercice d'un journalisme digne et indépendant :

PLAIDOYER

- En juillet 2022, **RSF et son partenaire local, l'AJIA, ont publié une étude chiffrée sur le paysage médiatique en Afghanistan**, un an après la prise du pouvoir par les talibans. Les chiffres sont édifiants : **39,59 % des médias du pays ont fermé**. Au total, trois professionnelles des médias sur quatre ont perdu leur emploi. L'arrivée au pouvoir des talibans affecte particulièrement les femmes journalistes qui ont totalement disparu dans 11 provinces.
- RSF a effectué une **mission au Pakistan en octobre 2022**. Cette mission a permis à RSF de rencontrer la ministre pakistanaise de l'Information pour évoquer la situation des journalistes afghans exilés et les problématiques de visas les concernant. Cette mission a également été l'occasion de rencontrer des journalistes afghans réfugiés à Islamabad et d'initier une réflexion sur les solutions à développer avec les partenaires locaux. Enfin, RSF a engagé des actions de plaidoyer au niveau des Nations unies.

ASSISTANCE

- L'Afghanistan a représenté la majorité des activités du service Assistance en 2022, avec **101 soutiens financiers individuels** octroyés à des journalistes en exil, soit 58 % des soutiens financiers individuels.
- Les journalistes afghans qui ont pu fuir se sont exilés principalement au Pakistan, en Turquie ou en Iran où ils se trouvent dans des situations économiques et psychologiques précaires. La plupart d'entre eux n'a pas la possibilité de travailler légalement ni de s'établir dans le pays de façon pérenne. **RSF a soutenu les demandes de visa de 68 journalistes afghans exilés** dans des pays tiers auprès des autorités françaises.
- Pour les journalistes restés en Afghanistan, les équipes de RSF se mobilisent pour identifier les professionnels des médias les plus vulnérables et plaider auprès de plusieurs États pour que soit organisée leur évacuation. Les autorités françaises, allemandes et espagnoles ont répondu à l'appel de RSF et les équipes de **RSF ont contribué à l'accueil de 60 journalistes en France**, 18 en Espagne et 159 en Allemagne.
- Une fois en France, **RSF soutient les journalistes dans leurs démarches administratives**. RSF a ainsi soutenu leurs demandes d'asile auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) et presque tous les journalistes se sont déjà vu octroyer la protection de l'État français.

SAUVER LE JOURNALISME AU SAHEL

POURQUOI ?

Cinq journalistes ont été tués au Sahel en l'espace de 10 ans, tandis que deux autres ont été récemment portés disparus. Des centaines d'autres ont été menacés et ne peuvent plus exercer leur profession sans risquer leur vie.

L'espace médiatique a également été drastiquement réduit, notamment à la suite des putschs militaires au Mali (2020 et 2021) et au Burkina Faso (2022). À titre d'exemple, après qu'ils aient révélé des exactions présumées commises par l'armée malienne et des mercenaires russes, Radio France Internationale (RFI) et France 24 ont été suspendues de manière définitive par la Haute Autorité de la communication (HAC) du Mali. Des journalistes maliens ont également été cyber harcelés du fait de leur travail d'information sur l'implantation du groupe paramilitaire russe Wagner au Mali. Certains d'entre eux, comme Malick Konaté, ont été contraints de s'exiler¹.

Enfin, Olivier Dubois, journaliste détenu au Mali par un groupe armé jusqu'en 2022, demeurait le dernier otage français dans le monde.

COMMENT ?

- **Mars 2022** : RSF a débloquent les sites internet de RFI et France 24 au Mali² par la technologie des sites miroirs. À ce jour, plus de 80 sites d'information ont été débloquent par RSF dans 24 pays³.
- **Septembre 2022** : rencontre avec des journalistes au Burkina Faso et au Bénin pour collecter des informations sur les difficultés à exercer leur métier au Sahel. Ces informations ont notamment alimenté le rapport *Dans la peau d'un journaliste au Sahel*⁴ paru en avril 2023.
- **Tout au long de l'année** : mobilisation pour la libération d'Olivier Dubois. Campagne d'affichage dans toute la France et projection de son portrait sur le Panthéon en mars 2022, publication de 5 communiqués de presse. Il sera libéré le 20 mars 2023.



Portrait d'Olivier Dubois projeté par RSF sur le Panthéon à Paris dans le cadre de la campagne #FreeOlivierDubois, Manon Levet / RSF



SÉCURITÉ NATIONALE VS JOURNALISME

POURQUOI ?

En juin 2022, Priti Patel, la ministre de l'Intérieur britannique, a approuvé la demande d'extradition de Julian Assange vers les États-Unis, où il risque jusqu'à 175 ans de prison pour plusieurs chefs d'accusation liés à la publication d'informations d'intérêt général sur Wikileaks. Si Julian Assange est extradé vers les États-Unis, il deviendrait alors le premier éditeur à être condamné conformément à l'Espionnage Act. La décision serait très préoccupante du point de vue de la liberté de la presse, car elle créerait un précédent alarmant, laissant la porte ouverte à de futures affaires similaires contre des journalistes, des éditeurs ou des sources.

COMMENT ?

- Julian Assange constitue un cas emblématique pour sa contribution à un journalisme libre. En mai 2022, **RSF a déposé une pétition qui a recueilli près de 64 000 signatures**, en à peine un mois, appelant la ministre de l'Intérieur britannique à rejeter l'extradition. Cette pétition a été déposée dans plusieurs ambassades britanniques à Washington D.C., Paris, Berlin, Madrid, Rio et Alger.
- **RSF était la seule ONG présente à toutes les audiences d'extradition** à Londres de 2020 à 2022 Les équipes de RSF ont observé et documenté le déroulement de la procédure judiciaire.
- RSF a également participé à **plusieurs des événements pour continuer son travail de sensibilisation et de plaidoyer**, comme lors de l'événement en marge de la 50^e session régulière du Conseil des droits de l'homme, en juin 2022, ou encore le Whistleblower Summit, en septembre 2022.

1 https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2023/04/Dans%20le%20peau%20d%27un%20journaliste%20au%20Sahel_FR_0.pdf

2 <https://rsf.org/fr/actualites/mali-rsf-debloque-france-24-et-rfi>

3 <https://rsf.org/fr/collateral-freedom>

4 <https://rsf.org/fr/dans-la-peau-d-un-journaliste-au-sahel-une-enqu%C3%AAte-de-rsf-sur-les-dangers-qui-menacent-le>

POUR DES MÉCANISMES DE PROTECTION NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

POURQUOI ?

Avec plus de 1 000 journalistes tués dans l'exercice de leur métier ces dix dernières années, il est, aujourd'hui plus que jamais, essentiel de mettre en place des mécanismes de protection efficaces pour faire face à l'impunité des crimes commis contre les journalistes. Les mécanismes existants sont confrontés à d'importantes difficultés, telles que l'absence de méthodologies adaptées à la réalité du terrain, le manque de ressources humaines et financières, ou encore la faible participation d'organisations de la société civile.

COMMENT ?

À travers cette campagne, RSF soutient le développement de nouveaux mécanismes nationaux et internationaux capables de mettre en place des mesures efficaces pour réduire les risques et les menaces auxquels les journalistes sont confrontés.

Le bureau Amérique latine de RSF a publié un rapport en février 2022 pour établir un diagnostic dans quatre pays où la situation des journalistes est préoccupante : le Mexique, le Brésil, le Honduras et la Colombie. Les données recueillies par RSF ont permis la formulation de recommandations clés pour chaque pays. Parmi elles ont figuré :

→ **Au Brésil** : l'élaboration de procédures et des protocoles nationaux tenant compte de la diversité de chaque population protégée.

→ **En Colombie** : l'urgence de diminuer les délais de mise en œuvre des dispositifs de protection.

→ **Au Honduras** : la nécessité pour le SNP (Système national de protection pour les défenseurs et les défenseuses des droits humains, les journalistes, les journalistes-citoyens et les opérateurs de justice) d'adopter son propre budget de fonctionnement pour assurer des mesures de protection efficaces et disposer d'un personnel suffisant et formé aux thématiques des droits humains.

→ **Au Mexique** : une meilleure répartition de la responsabilité de la protection des journalistes entre le niveau fédéral et local.

Des initiatives pour assurer la protection des journalistes dans d'autres pays ont également été soutenues par RSF, notamment :

→ **Au Royaume-Uni** : la création du Comité national pour la sécurité des journalistes, en 2020, et la publication d'un plan d'action national, en mars 2021, sont des signes encourageants pour l'avènement d'un environnement sécurisé pour les journalistes britanniques. RSF s'est mobilisée pour la création de ces deux entités et a été, durant l'année 2022, consultée à plusieurs reprises par le Comité.

RSF poursuit sa mobilisation pour que de tels mécanismes de protection deviennent un modèle pour d'autres pays.



©Yuri Cortez - AFP

No se mata la verdad matando al periodista (On ne tue pas la vérité en tuant le journaliste).

I LES GRANDES CAMPAGNES DE RSF I



Visuel publié à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Vladimir Poutine le 07 octobre 2022.

SOUTIEN AUX JOURNALISTES RUSSES EN EXIL VIA LE JX FUND

POURQUOI ?

Dès le début de l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, une chape de plomb s'est abattue sur les journalistes et médias indépendants en Russie, et n'a cessé de s'étendre depuis.

Les journalistes se sont tout d'abord vu interdire l'usage des mots « guerre », « attaque » ou « invasion » pour qualifier le conflit, sous peine d'être censurés. Puis, un amendement prévoyant jusqu'à quinze ans de prison pour les journalistes qui publieraient des « fausses informations » sur les forces armées russes a été adopté.

Dans ce contexte délétère, de nombreux médias n'ont eu d'autre choix que de fermer et les journalistes indépendants ont pris le chemin de l'exil pour échapper à de graves persécutions et à la censure implacable de Moscou. Pour répondre à cet exode sans précédent, le JX Fund a été lancé en avril 2022 par RSF et les fondations Rudolf Augstein et Schöpflin pour aider les professionnels des médias à poursuivre leur activité immédiatement après avoir fui les zones de guerre et de conflit. Il vise à renforcer les médias indépendants en exil au-delà de la phase initiale d'attention internationale et à promouvoir un modèle durable pour de nouvelles structures éditoriales, afin qu'elles continuent de toucher leur public dans leur pays d'origine.

COMMENT ?

- **51 médias russes en exil** ont été soutenus dans 25 pays.
- **1 332 professionnels** ont pu ainsi continuer leur travail.
- **4 millions d'euros** ont été débloqués.
- Une **plateforme d'information Shpargalka | Exile** a été créée pour répondre aux questions prioritaires que se posent les journalistes russes candidats à l'exil.
- Une **étude de référence, Rebuilding Russian media** in exile a été publiée.

RSF a par ailleurs accordé directement des **bourses d'urgence à 28 journalistes russes en exil** et un soutien pour la demande de visa ou de titre de séjour à **29 journalistes**.

Dans le même mouvement, RSF s'est attachée à combattre la propagande russe. La victoire légale remportée face à l'autorité de régulation de l'audiovisuel français a permis de mettre un terme à la collaboration de l'opérateur satellitaire Eutelsat de chaînes de propagande russe en Russie. RSF a également aidé Marina Ovsianikova, qui avait interrompu le journal télévisé de la première chaîne pour manifester contre la guerre, dans son évasion.

L'enjeu est désormais de contribuer à structurer l'écosystème des médias russes en exil en favorisant les synergies, en renforçant les hubs existants et en pérennisant les financements. Des projets comme la constitution d'un bouquet satellite composé de radios et de télévisions indépendantes constituent des étapes décisives dans cette direction.

CONTRE LE NOUVEL ORDRE MONDIAL CHINOIS DES MÉDIAS

Chine  175^e/180*



POURQUOI ?

Depuis son arrivée au pouvoir en 2012, le dirigeant chinois Xi Jinping a placé les médias sous un contrôle renforcé. Il a également durci la censure et la surveillance sur internet jusqu'à atteindre des niveaux sans précédent. Avec l'un des pires bilans en matière de liberté de la presse, la Chine constitue la plus grande prison du monde pour les journalistes. Fait alarmant, ces dernières années, le régime chinois étend son modèle de contrôle de l'information à l'étranger.

L'année 2022 a été marquée par une vague de confinement en Chine continentale et dans la région administrative spéciale de Hong-Kong. Cette situation a réduit les possibilités d'actions sur le terrain, d'où l'importance de la campagne internationale engagée par RSF.



Couverture du rapport « Le grand bond en arrière du journalisme en Chine », une enquête inédite de RSF publiée le 7 décembre 2021.

COMMENT ?

Par cette campagne, RSF cherche à opposer de meilleurs contrepois démocratiques à l'influence de la Chine et à sa stratégie de contrôle de l'information, ainsi qu'à remédier aux violations de la liberté de la presse :

- RSF a promu le **rapport Le grand bond en arrière du journalisme en Chine** via des webinaires. En 2022, le rapport a été traduit et publié dans 12 langues afin de pouvoir toucher les décideurs politiques et la société civile du monde entier. Plusieurs rencontres de plaidoyer ont été organisées notamment au Royaume-Uni, en Allemagne et aux États-Unis.
- En 2022, **le bureau de Taipei a réalisé une vingtaine d'actions et de rencontres de plaidoyer** public et non public sur la situation de la Chine. Le bureau de Londres a intensifié ses efforts de sensibilisation auprès du parlement britannique et les équipes ont été amenées à intervenir dans plusieurs événements parlementaires sur la situation en Chine et à Hong-Kong. Enfin, RSF a alerté sur la situation des journalistes et des médias, notamment sur le cas de Jimmy Lai, fondateur de Apple Daily, qui risque la prison à vie à Hong-Kong pour de supposés crimes contre l'État chinois.
- RSF a renforcé ses **actions d'assistance et de soutien aux journalistes**. Le développement d'un programme de 14 formations en sécurité physique et numérique a permis de former plus de 200 participants. Le site training.rsf.org, qui met des ressources en matière de sécurité physique, psychologique et digitale à disposition des journalistes, a enregistré 9 157 visites uniques en 2022.
- En novembre 2022, la Chine a été marquée par des protestations contre la politique zéro Covid. La répression de ces manifestations a eu pour conséquences de nombreuses agressions de journalistes par la police, et l'arrestation de deux d'entre eux. RSF et une coalition de 48 ONG de défense des droits humains ont appelé le gouvernement chinois à respecter les droits humains, dont la liberté de la presse.



© Leo Ramirez / AFP

DÉFENDRE LA LIBERTÉ DU JOURNALISME FACE AUX MENACES NUMÉRIQUES

POURQUOI ?

L'année 2022 marque les un an des révélations sur l'utilisation massive du logiciel d'espionnage Pegasus. Des recherches menées par un réseau international de médias ont révélé que des dizaines de milliers de numéros de téléphone de politiciens, de militants des droits humains et de journalistes avaient potentiellement été piratés à l'aide du logiciel espion Pegasus développé par la société israélienne NSO Group. La liste des numéros de téléphone infectés comprenait ceux de plus de 200 journalistes.

Au niveau mondial, des menaces numériques croissantes pèsent sur les journalistes et la liberté des médias. Ces menaces sont multiples : surveillance en ligne, logiciel espion, piratage informatique, censure, etc. Avec des scandales dans plusieurs pays, la nécessité d'une réglementation et d'un moratoire sur ces technologies à double usage devient de plus en plus pressante.

COMMENT ?

RSF s'est engagée davantage sur le sujet des menaces numériques et œuvre pour obtenir un changement politique et des avancées judiciaires :

- Dans le cadre de la surveillance par Pegasus, RSF a saisi le parquet de Paris de **quatre plaintes aux côtés de 25 journalistes** originaires de dix pays. Ces plaintes ont donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire par la section « cyber » du parquet de Paris en juillet 2022. En 2022, cette procédure pénale est devenue la seule du genre dans le monde et est susceptible d'aboutir à ce que les responsables de la surveillance des journalistes soient identifiés, poursuivis et condamnés pénalement.
- RSF a suivi de près les nombreux cas de surveillance de journalistes. En Grèce notamment, un scandale de surveillance a donné lieu à l'**adoption d'une loi** sur laquelle RSF a contribué par le biais d'un mémoire.
- RSF a également participé à la commission d'enquête du Parlement européen sur Pegasus.
- L'**opération Collateral Freedom**, créée en 2015, permet de contrer la censure des médias sur internet grâce à la création de sites miroirs. Ces sites sont hébergés sur des serveurs situés hors de la juridiction des prédateurs de la liberté de la presse ce qui permet aux sites de médias locaux et internationaux de contourner des mesures de suspension arbitraires. En 2022, une trentaine de sites ont été débloqués. À ce jour, plus de 80 sites de médias ont été débloqués dans 24 pays. Au 12 mars 2023, plus d'un milliard de requêtes¹ avaient été adressées sur les différents sites miroirs déployés pour Meduza, site d'information indépendant russe, depuis février 2022.



© Adobe stock

¹ Chaque page nécessite plusieurs requêtes pour être affichée, en fonction du nombre d'éléments qui la composent (texte, photos, vidéos, liens, etc.)

MOBILISER L'EUROPE POUR LE JOURNALISME

POURQUOI ?

L'Union européenne (UE) est marquée par le retour des assassinats de journalistes et par des atteintes croissantes à l'indépendance des médias, tout cela dans un contexte de crise du journalisme face au pouvoir démesuré des plateformes.

La Commission a lancé une série d'initiatives législatives sans précédent pour garantir la liberté des médias et la sécurité des journalistes. Le Digital Services Act (DSA) et le Digital Markets Act (DMA) posent les premiers jalons d'une régulation de l'activité des plateformes dans l'espace public numérique européen et au-delà. Le European Media Freedom Act (EMFA), présenté le 16 septembre par la Commission européenne, est une occasion unique de doter l'UE des outils adéquats pour faire respecter la liberté de la presse dans les États membres. Le texte reprend nombre de propositions formulées par RSF.

Ces initiatives sont cependant insuffisantes pour instaurer de véritables contrepoids démocratiques face au pouvoir grandissant des plateformes dans l'espace de l'information et de la communication.

COMMENT ?

La promotion d'un journalisme libre, pluraliste et indépendant ainsi qu'un droit à l'information fiable sont au cœur des actions menées par RSF pour mobiliser l'Europe et mettre fin au chaos informationnel actuel qui mine le journalisme et au-delà la démocratie. RSF plaide pour obtenir de l'UE :

- Des garanties démocratiques dans l'espace numérique européen et à l'échelle internationale ;
- Des garanties pour la sécurité des journalistes et l'indépendance des médias au sein de l'Union ;
- Une obligation légale pour les plateformes de promouvoir les sources journalistiques d'information fiable ;
- La mise en place d'un système de protection de l'espace informationnel européen face aux régimes autoritaires ;
- Une mobilisation renforcée pour la sécurité des journalistes et l'indépendance des médias dans les États tiers.

→ **RSF est co-signataire du code de bonnes pratiques de l'UE** contre la désinformation, instrument prévu par le règlement européen sur les services numériques (DSA). Élaboré sous l'égide de la Commission européenne par les grandes plateformes en ligne et des organisations de la société civile, dont RSF, le code contient un certain nombre d'engagements des plateformes pour mieux lutter contre la désinformation en ligne. **Le DSA et son code de bonnes pratiques reprennent une soixantaine de recommandations de RSF et de ses initiatives.** RSF a participé à 68 réunions sur le code de bonnes pratiques en 2022.

→ RSF a envoyé des **notes de position à destination de la Commission européenne, du Conseil de l'UE et du Conseil européen, ainsi qu'aux parlementaires européens et aux États membres.** RSF a notamment publié et envoyé des recommandations sur le European Media Freedom Act (EMFA).

→ En 2022, RSF a participé à plusieurs **auditions sur la liberté de la presse au sein de l'UE et sur les différents projets de loi.**

→ Les alertes sur les intimidations et le harcèlement judiciaire dont sont victimes les journalistes marocains et le **plaidoyer de RSF sur la situation de la liberté de la presse au Maroc** ont contribué à l'adoption d'une résolution d'urgence du Parlement européen sur la liberté de la presse le 19 janvier 2023.



©AFP

JOURNALISM TRUST INITIATIVE - JTI

Le journalisme subit la concurrence directe de contenus manipulateurs qui prolifèrent dans l'espace digital : propagande, publicité, désinformation. Cela s'est traduit au fil des ans par une érosion des audiences, une défiance vis-à-vis des médias, et une chute des revenus provenant de la publicité, d'abonnements, et d'actes d'achats.

La Journalism Trust Initiative (JTI) est la **première et la seule norme internationale de type ISO pour la fiabilité de l'information**. Elle a été initiée et est gérée par RSF, soutenue par des partenaires dont l'Union européenne de radio-télévision (UER) et l'Agence France Presse (AFP), pour favoriser le journalisme de qualité, faire de sa pratique un réel avantage concurrentiel et, de ce fait, lutter contre la désinformation.

La JTI fournit un dispositif transparent pour **faire reculer la désinformation et récompenser concrètement le respect d'un journalisme éthique et professionnel**. L'année 2022 a été marquée par une augmentation significative du nombre de médias publiant un rapport de transparence, fruit d'une autoévaluation au regard de la norme JTI.

- Plus de **450 médias** sont inscrits sur la plateforme JTI et près de **50** ont publié un rapport de transparence.
- **13 médias ont été certifiés à la suite d'un audit externe**. En avril 2022, le Studio Kalangou, média radiophonique nigérien, est ainsi devenu le premier média du continent africain certifié par la norme JTI.

En parallèle, RSF **plaide pour que la JTI soit encouragée par les institutions démocratiques**. Ainsi :

- En mai 2022, le code de bonnes pratiques contre la désinformation de l'Union européenne cite explicitement la JTI comme outil pour valoriser l'information fiable parmi l'information relayée par les plateformes.
- En juillet 2022, une étude du Conseil d'État, consacrée à la régulation des réseaux sociaux, recommande de soutenir les mécanismes de promotion de la fiabilité de l'information, en citant la JTI¹.
- En septembre 2022, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, onze États parmi les quarante-sept signataires du Partenariat pour l'information et la démocratie ont apporté leur soutien à la JTI².

L'année 2023 s'annonce décisive pour la JTI avec notamment la mise à disposition de fonds pour financer la certification des médias et le déploiement, en partenariat avec NewsGuard, de la JTI pour les pays en crise.



Atelier JTI avec des médias, Abidjan, novembre 2022

¹ https://www.conseil-etat.fr/Media/actualites/documents/2022/09-septembre/ea22_reseaux-sociaux_internet.pdf

² <https://rsf.org/fr/onze-%C3%A9tats-s-engagent-%C3%AG-soutenir-la-journalism-trust-initiative-ii> Andorre, Bulgarie, Estonie, France, Grèce, Islande, Lituanie, Luxembourg, République Tchèque, Slovaquie et Slovénie

FORUM SUR

L'INFORMATION ET LA DÉMOCRATIE - I&D

Forum
Information
& Démocratie

Fondé en 2019 par RSF et dix organisations de la société civile et centres de recherche, le Forum sur l'information et la démocratie est l'organe de mise en œuvre du Partenariat international pour l'information et la démocratie, qui pose des principes démocratiques adaptés à l'ère numérique. Tirant son mandat de cet accord intergouvernemental, le Forum fournit aux États, à la société civile et aux plateformes, des recommandations concrètes de politiques publiques pour protéger le débat public du chaos informationnel.

En 2022, et avec le soutien de RSF, le Forum a développé ses activités afin de renforcer son impact et son engagement envers les différentes parties prenantes à travers le monde.

→ **Six nouveaux États ont rejoint le Partenariat cette année :** l'Albanie, l'Irlande, les États-Unis, le Niger, la Roumanie, et l'Uruguay. Ses 50 membres forment une coalition de démocraties engagées à promouvoir et mettre en œuvre des garanties démocratiques dans l'espace de l'information et de la communication. En juin, les **ministres de la culture et des médias des pays du G7 ont salué le rôle du Partenariat dans la défense de la démocratie.**

→ Le 22 septembre 2022, le **deuxième Sommet pour l'information et la démocratie s'est tenu à New York** en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Dix-sept ministres des affaires étrangères et représentants de pays membres étaient réunis pour faire avancer l'initiative, aux côtés du haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk.

→ Pendant le Sommet, le **rapport sur les régimes de responsabilité des réseaux sociaux et de leurs utilisateurs a été publié.** Présidé par Kjersti Loken Stavrum et Damian Tambini, ce groupe de travail a formulé des recommandations concrètes afin de mettre fin à l'immunité en ligne.

→ Le **groupe de préfiguration de l'Observatoire international pour l'information et la démocratie**, co-présidé par Shoshana Zuboff et Angel Gurría, a rendu ses conclusions lors du Sommet, au terme d'un an de travail. Cela ouvre la voie pour la constitution de la gouvernance de l'Observatoire et le lancement de son premier cycle de travail en 2023. Cette interface entre monde de la recherche et de la politique est appelée à devenir l'équivalent du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) pour l'espace de l'information.

Afin **d'inclure les perspectives de différentes régions du monde** dans ses recommandations et plus largement dans la discussion mondiale sur la régulation du numérique, le Forum a accentué sa coopération avec des organisations de la société civile basées en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ainsi qu'en Amérique Latine. Une cinquantaine d'experts basés au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Liban, en Tunisie et au Sénégal ont ainsi été réunis grâce à des organisations de la société civile et ont pris part à des ateliers sur les thèmes des groupes de travail du Forum.



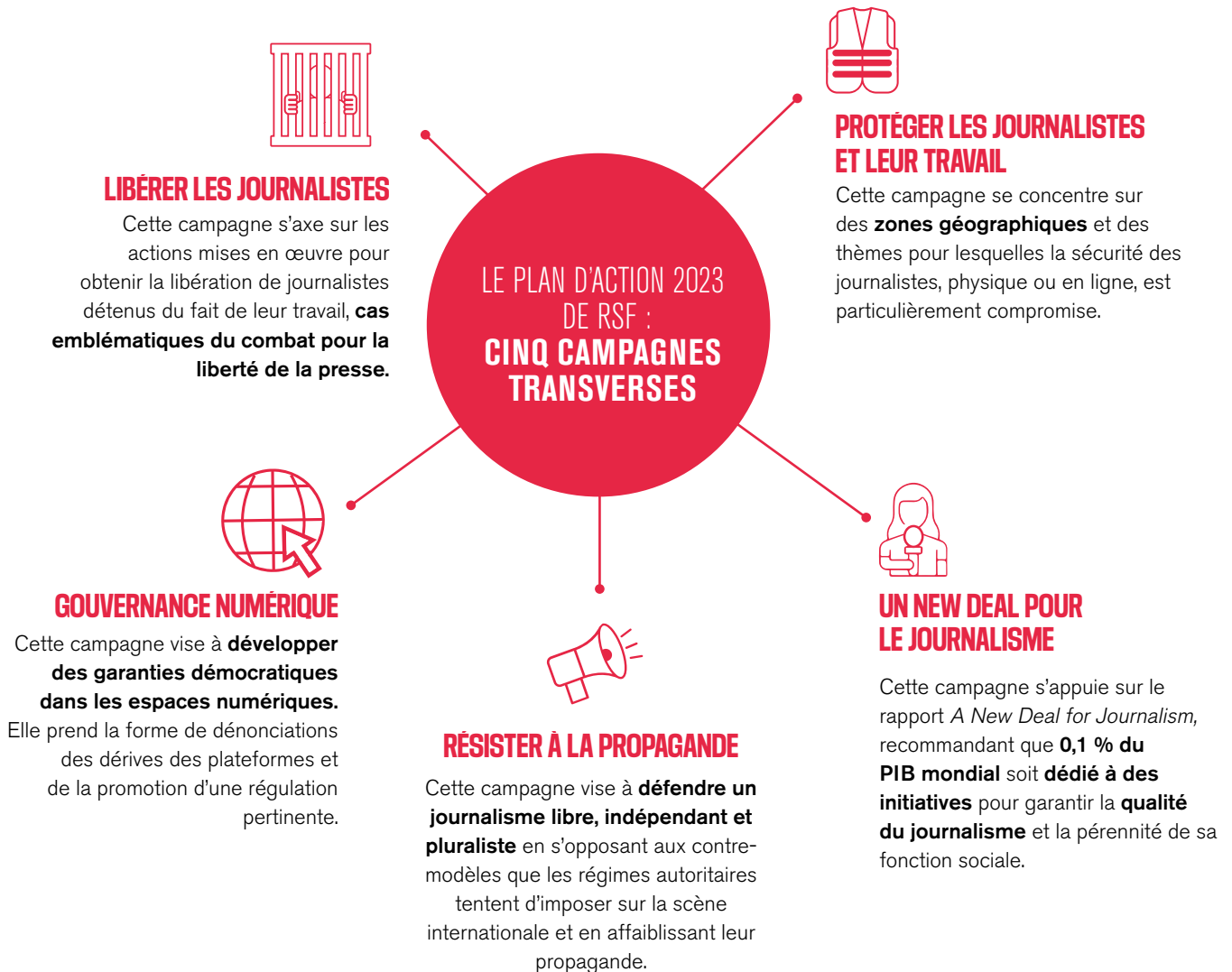
Photo de famille du Sommet ministériel pour l'information et la démocratie, le 22 septembre 2022 à New York.

INTRODUCTION AU PLAN D'ACTION 2023

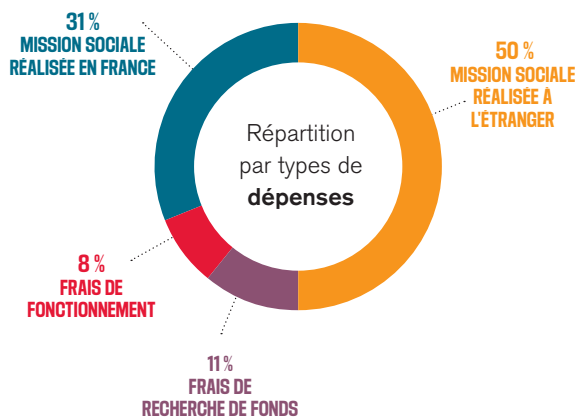
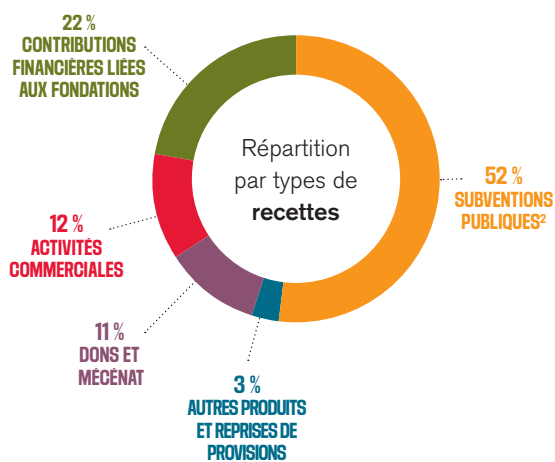
L'ANNÉE 2022 A CONFIRMÉ LA PERTINENCE DE STRUCTURER LES ACTIONS DE RSF EN CAMPAGNE POUR LA SECONDE ANNÉE CONSÉCUTIVE. CE MODE OPÉRATOIRE AGILE EST PARTICULIÈREMENT ADAPTÉ À RSF QUI AGIT À PLUSIEURS NIVEAUX POUR RÉPONDRE DE MANIÈRE EFFICACE ET PROACTIVE AUX ENJEUX LIÉS AU CHAOS INFORMATIONNEL.

Cette approche a permis aux équipes de RSF de créer toujours plus de synergies, entre elles et avec ses partenaires. Elle permet de focaliser les efforts en vue d'avancées concrètes pour soutenir le droit, pour chaque être humain, à une information libre et fiable.

Forte des succès de 2021 et 2022, RSF déploie son plan d'action 2023, qui s'articule autour de cinq campagnes transversales :



UN BUDGET EN FORTE CROISSANCE ET DES FINANCEMENTS DIVERSIFIÉS



RSF A VU SON BUDGET CROÎTRE FORTEMENT PAR RAPPORT À 2021 (+50 %) GRÂCE AU SOUTIEN ACCRU DE SES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS ET À UNE MOBILISATION REMARQUABLE DU GRAND PUBLIC.

RSF veille à la diversité de ses modes de financement qui se décomposent de la manière suivante pour l'exercice 2022¹ :

- des **fonds publics**² (52 %), à l'instar de l'Agence française de développement (AFD), de la Swedish International Development Cooperation Agency (Sida) ou de l'Union européenne ;
- des **fonds privés** issus des fondations (22 %) ;
- des **activités commerciales** (12 %), issues de la vente des albums de photos dont 3 numéros sont publiés chaque année ;
- du **mécénat** et de la **collecte grand public** (11 %).

Les comptes annuels de RSF sont audités par le cabinet Deloitte & Associés. À cet audit statutaire annuel s'ajoutent des audits spécifiques portant sur certains contrats de financement.

Le 9 novembre 2022, Reporters sans frontières a signé une Convention de partenariat pluriannuel (CPP) avec l'Agence française de développement (AFD) et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) permettant de renforcer l'intervention de RSF pour faire face aux défis majeurs auxquels est confronté le journalisme libre, indépendant et pluraliste à travers le monde.

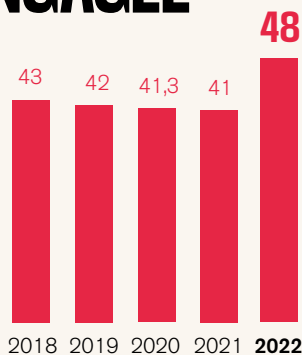
¹ Répartition issue du compte de résultat par origine et par destination présenté dans le rapport du commissaire aux comptes.
² Dont 25,2 % de subventions et autres concours publics français, soit 13 % du total des sources financières.

PRINCIPAUX PARTENAIRES



Avec le soutien de : Bioport - Bloomberg LP - Bonnier Group - Côtes d'Armor le Département - Department of Foreign Affairs, Trade, and Development of Canada - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) - Fred Foundation - Hellman and Friedman LLC - King Baudouin Foundation (BEL et USA) - Klarman Family Foundation - Limelight Foundation - Ministère de la Culture français - Organisation internationale de la francophonie - Rory Peck Trust - Schöpflin Foundation - The Fix

UNE ÉQUIPE ENGAGÉE



Effectif moyen annuel
des salariés de RSF
(hors bureaux - en ETP)

UNE ÉQUIPE QUI SE RENFORCE



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale des adhérents de Reporters sans frontières élit pour deux ans les membres du conseil d'administration (CA). Le CA élit en son sein un bureau exécutif.

Le CA se réunit quatre fois par an et prend les décisions d'orientation de l'association.

BUREAU EXÉCUTIF

Président

PIERRE HASKI

Journaliste à France Inter

Vice-présidente

FRANÇOISE SIVIGNON

Membre du Conseil Économique, Social et Environnemental

Trésorier

GÉRARD TSCHOPP

Ancien président de RSF Suisse

AUTRES MEMBRES DU BUREAU EXÉCUTIF

ANTOINE KABURAHÉ

Fondateur du journal burundais Iwacu

PAOLA SANDOVAL

Journaliste, présidente honoraire de l'Association de la Presse Étrangère

ELAINE SCIOLINO

Journaliste et ancienne cheffe de bureau du New York Times à Paris

DAN SHEFET

Avocat spécialiste des droits humains sur internet

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MICHAEL BERGMEIJER

Ancien directeur général de Reuters Europe

ANGELA CHARLTON

Chef de bureau de l'agence Associated Press à Paris

PHIL CHETWYND

Directeur de l'information de l'Agence France Presse

ELAINE COBBE

Correspondante de CBS à Paris et représentante du Dart Center

MICHEL CORMIER

Ancien directeur général de l'information de Radio-Canada

LOUIS DREYFUS

Président du directoire du groupe Le Monde

FRÉDÉRIC FILLOUX

Fondateur de la newsletter Monday Note

ANNETTE GERLACH

Journaliste et présentatrice pour Arte

KADRI GURSEL

Journaliste et éditorialiste turc

JULIE JOLY

Directrice du Centre de formation des journalistes (CFJ)

CÉCILE MÉGIE

Directrice de Radio France International (RFI)

PAUL MOREIRA

Fondateur de l'agence Premières Lignes

EYOUM NGANGUÈ

Créateur de l'association Journalistes Africains en Exil (JAFE)

MARTINE OSTROVSKY

Juriste et enseignante du droit des médias

MICHAEL REDISKE

Président de RSF International et de RSF Allemagne

EDITH RODRÍGUEZ CACHERA

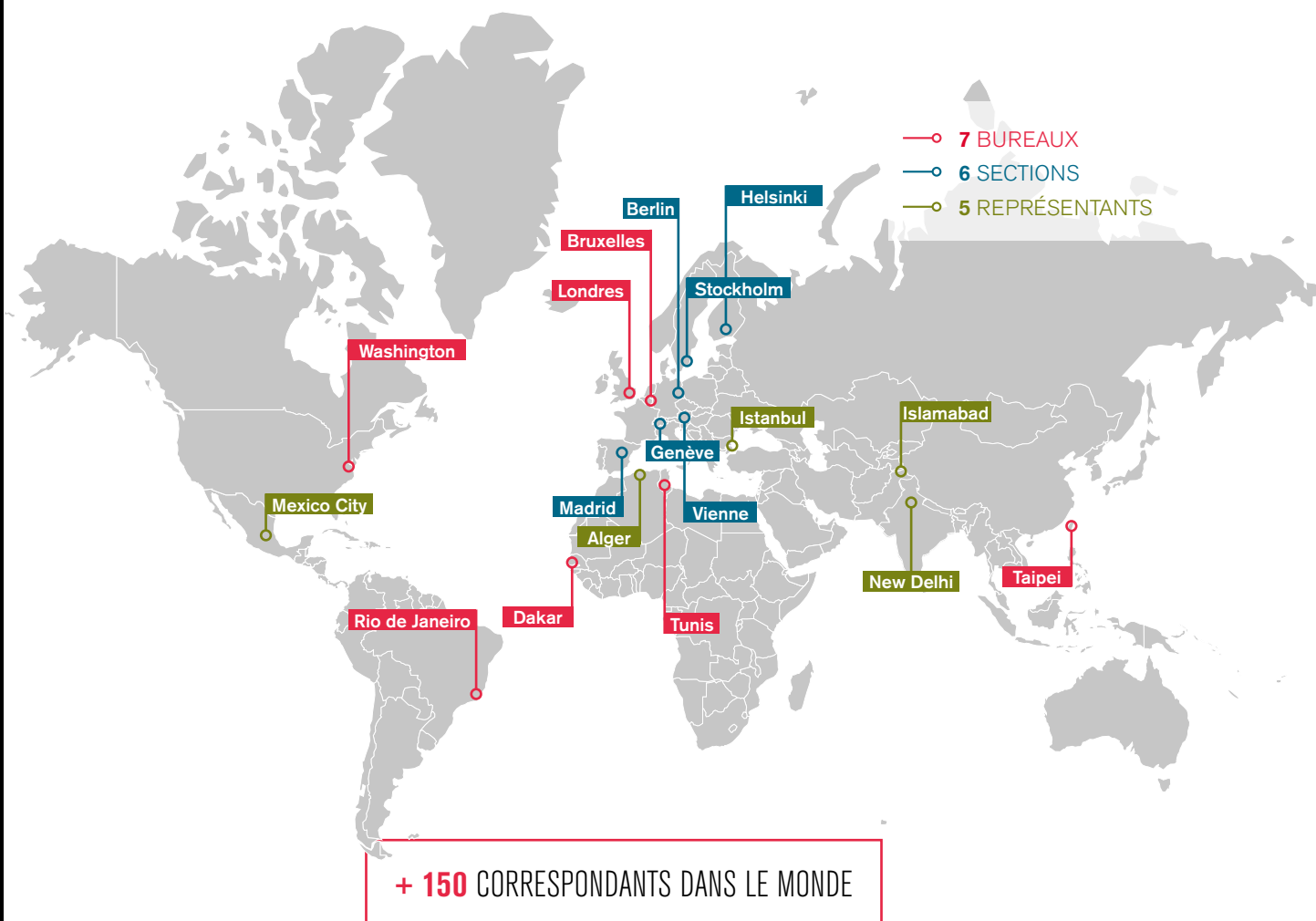
Vice-présidente de RSF Espagne

ABDOULAYE TRAORÉ

Journaliste à Romainville webradio

UNE IMPLANTATION INTERNATIONALE

RSF possède un important réseau lui permettant d'avoir un fort ancrage mondial avec des **acteurs présents dans plus de 90 % des pays du monde**. Ainsi, dans **163 des 180 pays couverts par RSF**, l'organisation peut compter sur au moins un acteur présent au niveau local qu'il soit correspondant, représentant, partenaire local ou même bureau ou section. Cette couverture mondiale reste équilibrée en fonction des différentes zones géographiques.



RSF travaille en collaboration avec **12 organisations** partenaires présentes dans **11 pays** du monde. En 2022, une nouvelle convention de partenariat a été signée avec l'organisation **Botan International**.

Cette organisation basée à Diyarbakir se bat pour défendre et protéger le journalisme et la liberté de la presse kurde. Cette organisation soutient les médias et les journalistes kurdes en mettant à disposition diverses ressources et matériaux et en organisant des sessions de formation en kurde.



En 2022, RSF a organisé deux rencontres **entre les correspondants** de son réseau. Une première rencontre rassemblant 25 correspondants de la zone **UE-Balkans** à Paris et une seconde permettant la rencontre de 31 correspondants d'**Afrique Subsaharienne** à Dakar. Ces réunions ont permis à l'ensemble des correspondants de discuter des enjeux de la liberté de la presse sur leurs zones respectives et d'améliorer l'action collective face aux défis que connaissent les différents pays. Ces espaces d'échanges ont été l'occasion de partager des expériences et d'améliorer les pratiques de travail au travers de formations et d'ateliers thématiques.

La collaboration avec différentes organisations locales au sein de son réseau, a permis à RSF la mise en place de nombreuses formations en 2022 à travers le monde et la **formation de 1 727 personnes**. Au Sénégal, le **Réseau International des Femmes (RIF)** a notamment organisé grâce au soutien de RSF un atelier de « *renforcement du réseau des femmes journalistes et communicantes de la bande sahélienne* ». En lien avec la campagne prioritaire de RSF sur le Sahel, ces ateliers ont participé à améliorer la **liberté d'expression et la sécurité des femmes journalistes** tout en promouvant leur autonomie au sein des radios et des organisations des pays du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Burkina-Faso, de Guinée, de Gambie et de Niger.

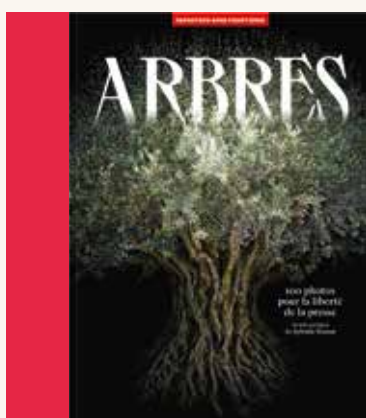
30 ANS D'ALBUMS POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

UNE ANNÉE ANNIVERSAIRE POUR LA COLLECTION 100 PHOTOS POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



« *Pas de liberté sans liberté de la presse.* » C'est par ces mots que s'ouvrait l'édito du premier opus de la collection *L'Album RSF pour la liberté de la presse*, publié le 3 mai 1992.

Autour de ce numéro originel, c'est tout un secteur qui se mobilisait. Une grande chaîne de solidarité, qui ne s'est jamais démentie depuis, s'est installée. Tous les partenaires qui concourent ordinairement à la réalisation d'un magazine renonçaient à être rémunérés : distributeurs, diffuseurs, journalistes, dessinateurs et photographes ; ainsi, l'intégralité du prix de ventes des albums allait directement financer nos actions sur le terrain, nos opérations de plaidoyer ou encore nos actions coup de poing.



En 30 ans, les plus grands photographes ont pris part à cette grande aventure collective : Sebastiao Salgado, Raymond Depardon, Robert Capa, Helmut Newton, William Klein, Peter Lindbergh, Steve McCurry, Don McCullin... tous ont offert leurs images à notre ONG. Les agences, les dessinateurs, et même un célèbre astronaute se sont joints à eux. En 30 ans, si la formule a été repensée et modernisée pour répondre aux attentes de nos lecteurs, les enjeux sont restés identiques : défendre partout et tout le temps, ceux qui se battent pour nous informer. Pour que l'année 2022 soit une fête et remercier tous les acteurs qui nous ont accompagnés, nous avons imaginé une programmation dans le droit fil de nos valeurs.

Le premier numéro de l'année a été consacré à **Patrick Chauvel**. Viêt Nam, Cambodge, Irlande du Nord, Bosnie-Herzégovine, Libye, Syrie, Irak... Depuis plus de cinquante ans, Patrick Chauvel documente les guerres du monde. De ses reportages à hauts risques, il a rapporté des milliers d'images comme autant de fragments d'Histoire. C'est le premier ouvrage consacré à son travail.



En juin, un album événement autour de l'**arbre** a rencontré un énorme succès auprès de notre public. Ce numéro, qui réunit les signatures de près de 80 photographes, s'est prolongé par une exposition en partenariat avec le festival La Gacilly.

Enfin, l'année s'est terminée en beauté avec un ouvrage consacré à **Brassaï**. De ses images iconiques à celles, quasi inédites, choisies dans les archives familiales, RSF rend hommage à ce géant de la photographie.

CONTRE LA PROPAGANDE, IL Y A LES FAITS

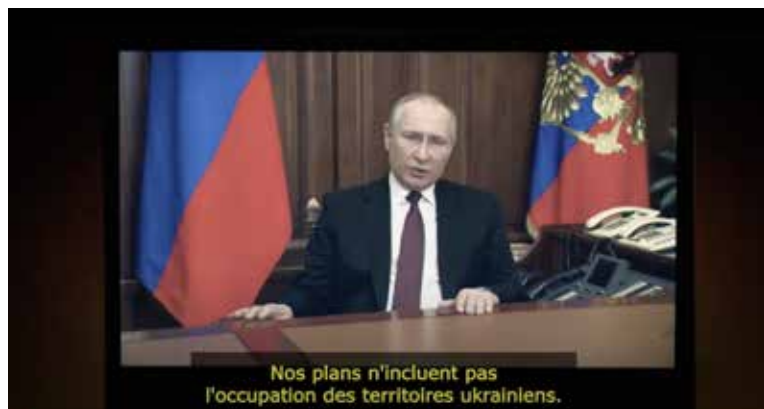
RSF LANCE UNE NOUVELLE CAMPAGNE DE COMMUNICATION

Dans ce nouveau film, les discours mensongers de Vladimir Poutine (qui sont assésés aux populations à propos de l'invasion russe en Ukraine) sont contredits par les images des reporters qui couvrent le conflit. Seuls les faits rapportés par les journalistes peuvent déjouer la propagande du Kremlin. En phase avec le film #FightForFacts, sorti en fin d'année 2020, ce nouveau spot a pour objectif d'amener les spectateurs à mesurer l'importance du journalisme dans la prise de conscience et la mobilisation des populations sur des sujets déterminants pour leur avenir.

Le film publicitaire de RSF a été traduit en 11 langues, diffusé sur une trentaine de chaînes de télévision à travers le monde et a été vu par près de 200 000 personnes sur les réseaux sociaux.

« Sans les journalistes pour couvrir le conflit en Ukraine, nous serions démunis face à la désinformation et à la propagande. Nous ne saurions pas si les bombardements de civils en Ukraine sont vrais ou faux, si les massacres de Boutcha ont réellement eu lieu. Alors que le monde a été bouleversé par la guerre en Ukraine, RSF a souhaité créer une prise de conscience à propos de l'autre guerre menée par le Kremlin : celle de l'information. »

Christophe Deloire, secrétaire général de RSF





REPORTERS SANS FRONTIÈRES œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections et de 150 correspondants dans le monde.